



Pour diffusion le 30 novembre

Réaction du Front commun au rapport de l'ISQ sur la rémunération des employées et employés de l'administration québécoise

## Le rattrapage salarial est urgent

Montréal, le 30 novembre 2023 – « Les données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sont sans équivoque : il faut combler l'écart salarial entre les travailleuses et les travailleurs des services publics et les autres salariés du Québec. Il faut que le gouvernement de la CAQ offre un rattrapage, sinon la pénurie de main-d'œuvre s'aggravera davantage », déclarent les porte-paroles du Front commun François Enault, 1<sup>er</sup> vice-président de la CSN, Éric Gingras, président de la CSQ, Magali Picard présidente de la FTQ et Robert Comeau, président de l'APTS.

Sur le plan de la rémunération globale (qui inclut les avantages sociaux), le retard avec les autres personnes salariées du Québec est de 7,4 %. L'écart se creuse encore davantage lorsqu'il est question des salaires seulement, alors que le retard est de 16,6 %. Ces données dévoilées dans le rapport *Rémunération des salariés – État et évolution comparés* de l'ISQ viennent confirmer l'importance du rattrapage exigé dans le cadre des négociations. « Nous revendiquons le maintien de notre pouvoir d'achat mais nous devons aussi bénéficier d'un enrichissement. On ne peut être plus clairs : il en va de la survie des services publics », précisent les porte-paroles, tout en soulignant que le gouvernement manque d'ambition en tant d'employeur.

« Dans le contexte actuel, il faut que nos réseaux soient attractifs. L'objectif de la négociation est d'attirer et de retenir le personnel. Comme on sait que notre monde quitte pour d'autres secteurs aux conditions plus avantageuses – au municipal, au fédéral et dans les grandes entreprises syndiquées notamment - on s'attend du gouvernement qu'il se comporte comme un employeur de choix et s'inspire des meilleurs. »

Rappelons que le Front commun revendique d'une part un mécanisme permanent d'indexation et, de l'autre, un enrichissement permettant un rattrapage général. Ainsi, pour l'année 2023, il revendique 100 \$ par semaine ou l'IPC+2 % (selon la formule la plus avantageuse), pour 2024 l'IPC +3% et, finalement, l'IPC+4 % pour 2025.

Comme d'habitude certains écarts sont notables, notamment dans des catégories aux conditions comparables comme l'administration municipale (36 %), les entreprises publiques (19,6 %), le secteur universitaire (17,9 %) et l'administration fédérale (17,2 %).

Chez les ouvriers spécialisés (menuisiers, électriciens, plombiers et autres), le retard est encore très important, soit 35 %.

## **Statistiques pour mieux comprendre les enjeux de cette négociation**

- Moyenne salariale des employés et employées du secteur public du Front commun : 43 916 \$;
- Retard salarial : 16,6 %;
- Retard de rémunération globale : 7,4 %;
- Pourcentage de femmes représentées par le Front commun : 78 %.

Pour bien comprendre la négociation : <https://www.frontcommun.org/>.

## **À propos du Front commun**

Ensemble, la CSN, la CSQ, la FTQ et l'APTS représentent plus de 420 000 travailleuses et travailleurs de l'État québécois dans les secteurs publics, en éducation, en santé et dans les services sociaux ainsi qu'en enseignement supérieur.

– 30 –

Source : Front commun (CSN, CSQ, FTQ, APTS)

## **Renseignements**

Noémi Desrochers, CSN  
Cellulaire : 514 216-1825  
[noemi.desrochers@csn.gc.ca](mailto:noemi.desrochers@csn.gc.ca)

Maude Messier, CSQ  
Cellulaire : 514 213-0770  
[messier.maude@lacsq.org](mailto:messier.maude@lacsq.org)

Jean Laverdière, FTQ  
Cellulaire : 514 893-7809  
[jlaverdiere@ftq.gc.ca](mailto:jlaverdiere@ftq.gc.ca)

Maxime Clément, APTS  
Cellulaire : 514 792-0481  
[mclement@aptsq.com](mailto:mclement@aptsq.com)